

IL Y A 30 ANS, LE FRONT POPULAIRE ...

La classe ouvrière levait le poing, occupait les usines, chantait l'*Internationale*, la *Jeune Garde*, *Allons au devant de la vie*, face aux bourgeois apeurés et aux réformistes indécis.

Le patronat de Lorraine suppliait les nouveaux ministres du Front Populaire de faire évacuer les usines.

«*Tout est possible*» disaient et écrivaient les révolutionnaires de l'époque, et le fait est, que l'action ouvrière d'occupation des usines permettait la prise en charge par les travailleurs des moyens de production et la gestion ouvrière, c'est-à-dire la Révolution Sociale.

Par ses répercussions en Europe et dans le monde, par sa force de contagion un tel fait eût sans doute fait reculer le nazisme, aidé l'Espagne à triompher de Franco, évité la guerre, déclenché dans le monde une action révolutionnaire internationale.

MAIS... les politiciens, parlementaires et ministres, dirigeants de partis et de syndicats veillaient.

Ils ne voulaient pas la révolution, les radicaux bourgeois qui avaient prêtés leur programme bien anodin à leurs partenaires du Front Populaire!

Ils ne voulaient pas la révolution les socialistes «*en peau de lapin*» (dixit Herriot) trouillards et embourgeoisés!

Ils ne voulaient pas la révolution les communistes dévoués à Staline qui venait (1935) de pactiser avec Laval!

Quant aux syndicalistes politisés ils suivaient; les uns, la SFIO, les autres, les Staliniens.

Le P.C. menait le bal; sur ordre de Staline, depuis 1935 il patriotisait: approbation du réarmement français, exaltation de l'armée «*républicaine*», des officiers «*républicains*» des grandes victoires historiques (Valmy), des héros nationaux (Jeanne d'Arc), réadoption du drapeau tricolore, de la «*Marseillaise*».

Mais non seulement il fallait obscurcir la conscience de classe des travailleurs occupant les usines, il fallait surtout les en chasser pour éviter qu'une révolution ne vînt troubler la diplomatie stalinienne; Thorez déclara: «*Camarades, il faut savoir terminer une grève!*»

La Fin: Les «*camarades*» hésitèrent, obéirent, eurent quelques mois plus tard la perception nette d'avoir été trahis; ils manifestèrent (clichy, 1937): la police du Front Populaire fit couler le sang ouvrier. C'était fini.

Nous avons sous les yeux le numéro du 25 août 1939 de «*Juin 36*», journal du *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan* de Marceau Pivert. Voici quelques extraits:

«*De l'arbitrage obligatoire aux 60 heures, puis au 30 novembre 1938 (échec de la grève générale), nous avons vu la classe ouvrière ligotée par le collaborationnisme, subir passivement le grignotage de ses nouvelles conquêtes. Puis les licenciements massifs et les atteintes brutales au niveau de vie des fonctionnaires et des ouvriers sont venus...*

... *Dans la métallurgie (Toulouse): Comme dans toutes les villes de France, la répression patronale et gouvernementale s'est abattue sur les grévistes du 30 novembre. Six mois après, 150 métallos sont*

encore sur le pavé et malgré les appels réitérés de Blum et de Thorez pour «l'Union des Français, de France», le patronat ferme obstinément ses portes aux licenciés.

Pour donner l'exemple aux patrons, l'Etat refuse d'embaucher 70 licenciés des usines d'aviation (S.N.C.A.M.) où l'on impose les 60 heures...».

Alors? Alors, trente ans après, alors que la classe ouvrière de 66 subit la terrible pression du patronat et de l'état, qu'elle éprouve à juste titre la nostalgie du grand mouvement d'action directe qui s'est traduit en juin 36 par les occupations d'usine et l'affolement des capitalistes, écoutera-t-elle encore longtemps la voix des partis de trahison qui lui parle d'élections, et de dirigeants syndicaux politisés et collaborationnistes qui refusent aux travailleurs toute action d'ensemble libératrice?

DÉCOMPOSITION SYNDICALE ...

DU REFORMISME TRADITIONNEL:

Les appareils syndicaux engagés dans un parti politique ou non engagés pratiquaient une politique réformiste, chacun le sait..

Il est bon de rappeler que cette politique réformiste, contrairement à une politique révolutionnaire de libération, se basait sur une collaboration du syndicat avec l'état ou le patronat, collaboration visant à apporter des améliorations successives aux travailleurs.

Rappelons également que les moyens de lutte directs n'étaient pas rejetés, mais limités, émasculés dans leurs possibilités et réservés pour les cas où les pourparlers étant rompus, la collaboration était devenue difficile.

A ce jeu, les travailleurs obtenaient souvent des avantages matériels que le patronat ou son état grignotaient inévitablement par des rajustements ultérieurs divers. Ainsi, ne manquaient jamais de se réaliser ces traditionnels «rendez-vous» d'automne ou de printemps où les syndicats revendiquaient ce qu'ils avaient perdu entre deux «rendez-vous». Ainsi, pouvaient se perpétuer «*vitam eternam*», semblait-il, le maintien des privilèges bourgeois. Ainsi, le syndicat, organe naturel de libération totale, matérielle et morale, des travailleurs ne servait-il qu'à défendre les travailleurs des appétits trop criants de la horde des exploités.

Plus, de par deux fois, de par une conjoncture historique favorable, en 1936 et en 1945, les travailleurs auraient pu se libérer de leurs chaînes. Et par deux fois, les appareils syndicaux, trahissant leur mission, permirent aux bourgeois de se ressaisir.

Il n'était plus possible ensuite, de se poser de questions sur la volonté émancipatrice des directions syndicales.

LE «RENOUVEAU» CAPITALISTE:

Alors, le moribond survécut.

Plus, il trouva dans le sursis providentiel accordé, les moyens d'organiser sa survie, de réorganiser l'exploitation des ouvriers.

En France, un pouvoir «*fort*» était nécessaire à la réalisation de ces projets. Ainsi naquit le régime gaulliste.

Aussitôt, un plan d'ensemble était mis sur pied, le 5^{ème} plan économique et «social»:

- Comités de développement économique régionaux,
- Politique d'ensemble des revenus,
- Réforme administrative, scolaire...,
- Sénat économique national.

C'est-à-dire:

- ordonner l'économie par la suppression des entreprises non rentables, la concentration, le déplacement de main-d'oeuvre, en somme, obtenir une production massive à la mode américaine.
- régulariser les prix, contenir les salaires pour permettre de faire face à la concurrence étrangère et d'écouler la marchandise.
- disposer d'une force de coercition assez grande pour imposer les décisions, abattre les «féodalités» réticentes, préparer la jeunesse à une entrée disciplinée dans le cirque.

Restaient cependant les travailleurs et leurs syndicats.

Si l'on ne pouvait pas confectionner pareil gâteau, sans leur en donner quelques miettes, il fallait surtout obtenir l'assurance qu'ils ne remettraient pas en question la si bonne cuisine qu'on leur préparait, qu'ils ne provoqueraient pas l'avortement de l'enfant avant terme.

Alors, on invita leurs bonzes à la participation aux:

- commissions de développement économique,
- commissions Grégoire, Toutée, Massé,
- nouveaux Comités d'entreprise, où les travailleurs à la suite de leurs Chefs pourraient participer à la gestion,
- Sénat économique (actuellement Conseil économique et social).

Et, pour être plus sûrs du bon vouloir des travailleurs à tout hasard, on limitait le droit de grève, on insécurisait le travail (Nouveau Statut des Directeurs d'école, des Hospitaliers, Réforme de l'enseignement diminuant les possibilités de placement des enfants autres que manoeuvres aux emplois précaires, augmentation du volant de chômage).

LE NEO-REFORMISME:

Des bureaucrates n'hésitèrent pas: on leur offrait ici et là des discussions, des sièges dans des commissions; ils s'y sont précipités, cautionnant de leur présence; sans pour autant faire prévaloir un seul de leurs points de vue:

- a- les concentrations d'entreprises suivies de chômage, aux commissions économiques,
- b- une répartition scandaleuse du produit du travail ouvrier aux commissions Grégoire et autres Massé,
- c- l'organisation d'une réforme ségrégative de l'enseignement aux Commissions de la Carte Scolaire, Laurent, ...
- d- la mise en coupe réglée du pays par les vautours capitalistes au Conseil Economique et Social, demain le Sénat économique.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Comme tout le monde ne peut pas gagner dans de semblables partouzes, comme le bourgeois a l'avantage de "mener le jeu" et de disposer de tous les "arguments" nécessaires, comme les Organisations Syndicales acceptent de "jouer le jeu", c'est-à-dire de se faire empapaouter, les travailleurs paient les mécomptes:

- licenciements et chômage,

- conditions économiques dégradées,
- abâtardissement intellectuel (télévision, journaux, tiercé, réforme de l'enseignement...)
- insécurisation de l'emploi, mise au pas,
- ... etc ... etc...

Les travailleurs se sont plaints... Alors, les bureaucrates ont déclenché les grèves, les manifestations pour ne pas les décevoir... Mais, il ne fallait pas se faire taper sur les doigts dans toutes ces commissions où l'on rencontre des "biaux messieurs"...

Alors, les manifestations ont été échelonnées, isolées, pour gêner le moins possible:

Grèves rotatives, manifestations folkloriques, qui ont laissé et laissent les mouvements sans puissance, sans efficacité... Voilà.

A quand, les bureaucrates condamnant les ouvriers pour leur participation à des grèves non prévues?, ou débordantes, collaborant au matraquage de leurs propres troupes?

Et on voudrait bien ne pas être sérieux.

LA PHASE PUTRESCENTE:

Mais on n'en est pas encore là tout à fait.

Tout simplement, pour n'avoir pas pris l'attitude nécessaire, pour n'avoir pas agi au moment opportun, pour n'avoir pas quitté les vieux oripeaux du syndicalisme réformiste, pour n'avoir jamais voulu savoir ce qu'était le syndicalisme les bureaucrates, par un avilissement continu, sont arrivés à l'impasse.

Défendre leurs mandants... Comment ?

Ils ont même perdu les réflexes élémentaires, et leurs troupes sont fatiguées.

Ils mènent des combats de rue quelquefois, de salon la plupart du temps, alors qu'il faudrait mener la bataille générale sur tout le territoire.

Nous avons des bricoleurs, il nous faudrait des stratèges.

Ainsi du Syndicat National des Instituteurs:

Les dirigeants, après avoir laissé paraître les décrets liberticides sur la direction d'école, après n'avoir pas lutté pour qu'ils ne vissent pas le jour, après avoir crié victoire, à la suite d'un mégotage scandaleux par son résultat négatif devant les réticences des lampistes, devant la nocivité trop visible de pareils décrets, ne pouvant s'empêcher de participer (maladie chronique!) aux commissions académiques créées pour réaliser cette sale besogne, ont décidé de n'y pas envoyer des représentants de qualité du syndicat, mais d'y laisser aller des volontaires !

Escroquerie! Salauds!

On est vraiment fort dans l'art de maquiller les brèmes! Mais aussi, quel infantilisme syndical!

Et que fera-t-on pour les victimes de la foudre Gouvernementale? Ce que l'on a fait sans doute, pour les licenciés des chantiers navals de la Seyne, en prenant la précaution de se garer, soi, «*responsable-syndical*» sic, de tels avatars ...

Ainsi, l'on pourra arriver à des syndicats sans troupes.

Les grèves tournantes, séparées, ont écoeuré les syndiqués . Toutes les sections syndicales (je dis bien toutes) du «grand» syndicat des instituteurs, consultées, étaient contre la grève de 24 heures

limitée aux fonctionnaires, que l'organisation a l'intention de nous faire faire le 17 mai prochain.

Et Desvalois pleure dans la dernière «*Ecole Libératrice*» sur cette désaffection des syndiqués pour la grève.

Pleure, Gribouille, sur les résultats de ton oeuvre.

Pour ta grève, oui, Desvalois; on en a marre des palinodies sans fin que vous menez, les bureaucrates, pour aboutir finalement à l'impuissance et à l'insuccès...

On en a marre !

LE CONGRES CONFEDERAL F.O.:

Il y aurait beaucoup à dire, les discussions ont été vives et passionnées. Sans doute parce que les problèmes posés au mouvement syndical n'ont peut-être jamais été aussi importants. L'intégration, la participation, les moyens d'action ont été au centre des débats.

Important, ce congrès l'a été, dans la mesure où il a permis à des militants de défendre, avec un certain succès, des idées pour lesquelles nous luttons depuis longtemps: retrait de tous les organismes de planification (nationaux et régionaux) condamnation des grèves tournantes, catégorielles, ou rotatives; appel à l'unification des luttes.

Autant de positions qui sont celles que nous avons définies à l'U.A .S. et à la commission syndicale de la F.A., comme éléments d'une plate-forme minimum de défense du syndicalisme.

Quant à la majorité confédérale , il est incontestable qu'elle est pleinement consciente de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Bergeron et toute l'équipe confédérale savent que l'heure du choix approche: ou la capitulation pure et simple, par l'acceptation des conditions imposées par le patronat et l'état, c'est-à-dire en définitive l'intégration, avec comme conséquence la disparition du mouvement syndical indépendant. Ou bien alors, le retour au syndicalisme de lutte des classes, avec cet impératif essentiel au départ: la rupture totale avec la bourgeoisie.

Un secrétaire confédéral, s'adressait aux militants révolutionnaires en ces termes: «*Vous avez sans doute tort d'avoir raison trop tôt*». Nous préférons cette appréciation à celle d'un autre majoritaire, «*moderne*» (?) qui au contraire, déclare que nous sommes des attardés, et qui n'a pu s'empêcher d'employer à nouveau à notre égard l'expression «*archéo-syndicaliste*», en même temps qu'il préconisait la participation à outrance. Ceci montre parfaitement que dans toutes les tendances, chacun a pleinement conscience, qu'entre l'intégration pure et simple, ou «*l'archéo-syndicalisme*» comme ils disent, il n'y a plus de place pour le syndicalisme réformiste traditionnel qui a fait les beaux jours de la 3^{ème} et 4^{ème} République.

Cette réalité a été concrétisée par la présentation au congrès de motions différentes, ce qui est une reconnaissance de fait du droit des tendances.

La première, défendue par la majorité, réaffirme la position traditionnelle du réformisme:

Le 9^{ème} Congrès de la Confédération Force Ouvrière confirme solennellement son attachement à l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis, des confessions, du patronat et de l'Etat.

Alors qu'il est de plus en plus sollicité de prendre de nouveaux engagements et des responsabilités plus larges dans les décisions de caractère économique et social, voire politique, le Congrès considère que le syndicalisme doit totalement demeurer maître des directions, des limites et des formes et ses actes.

S'il est conscient que le refus systématique de toute présence relèguerait le syndicalisme dans la négation et dans l'impuissance, il est tout aussi convaincu qu'une acceptation sans discrimination de ce qui lui serait proposé diluerait le syndicalisme dans l'appareil de l'Etat et le mènerait infailliblement au discrédit.

Donc s'il revendique pour l'organisation le droit de présence et de participation c'est-à-dire la possibilité d'accomplir pleinement sa mission en tous lieux et toutes instances où sont débattus les intérêts ouvriers, le Congrès entend que soit totalement préservé le pouvoir de contestation du syndicalisme. Il déclare que le mouvement s'opposerait à toute formule et système tendant à offrir ou à octroyer au syndicalisme des prérogatives qui, en démocratie véritable, doivent être réservées aux citoyens.

Il n'empêche, et il nous faudra, y être très attentifs, que la majorité a tenté de définir, mais sans trop préciser, les limites qu'elle n'entend pas franchir:

Le Congrès constate que sous la poussée de l'évolution des techniques et des nécessités de l'organisation de l'économie, une tendance se fait jour à l'accroissement des pouvoirs des Etats qui conduit les sociétés dites libérables vers des régimes d'autorité en matière économique lesquels peuvent être générateurs de régimes politiques plus ou moins autoritaires risquant d'acculer le syndicalisme soit à l'opposition pure et simple, soit à l'intégration dans l'appareil de l'Etat.

Conscient du danger qui menace ainsi à terme le syndicalisme libre, le Congrès demande aux organismes responsables de la Confédération d'être extrêmement attentifs à toute initiative des pouvoirs publics allant dans ce sens.

Dans cet esprit, le Congrès déclare que Force Ouvrière s'opposera à toute réglementation qui, sous couvert de dirigisme économique plus efficace, engagerait l'organisation syndicale dans un système où la représentation corporative prendrait le pas sur la représentation nationale.

Par contre, la résolution que nous avons défendue, préparée en commun par des syndicalistes révolutionnaires, mais aussi par des militants, qui sans épouser la totalité de nos thèses, n'en ont pas moins conscience du danger, refète beaucoup plus fidèlement les préoccupations des travailleurs.

Voici cette résolution :

CONTRE-PROJET

Texte venant en deuxième 'Position à la Commission (PALLORDET)

Le 9ème Congrès rappelle et confirme la déclaration suivante du 8ème Congrès:

"Le 8ème Congrès affirme que si le capitalisme a changé d'aspect depuis un certain nombre d'années en ayant su s'approprier le bénéfice des progrès scientifiques et techniques, il reste néanmoins identique à lui-même dans ses principes fondamentaux, dont l'essentiel est la recherche du profit qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Congrès se déclare hostile aux structures économiques et sociales actuelles et sait qu'il ne peut rien attendre d'un état qui n'en est que la superstructure".

Naturellement hostile, par conséquent, aux injustices sociales inhérentes au régime capitaliste, le syndicalisme ne peut admettre l'ordre établi qui se perpétue abusivement au détriment des travailleurs par suite de la recherche systématique du profit. La contradiction permanente des intérêts en présence confirme la nécessaire lutte de classe que ne peuvent faire disparaître les diverses formules tendant à concilier travail et capital, salariés et employeurs.

Le Congrès constate que l'accentuation du rôle centralisateur de l'Etat dont s'alarmait déjà le 8ème Congrès s'est traduite depuis celui-ci par une évolution évidente vers un régime corporatiste, évolution caractérisée par les empiétements répétés et accrus du Pouvoir représentant les intérêts du Capital. Il constate que ces empiétements se sont effectués sous le couvert de la planification, que l'objectif final de cette politique est l'asservissement du mouvement syndical et par voie de conséquence la destruction des conquêtes syndicales, l'abolition des garanties aux travailleurs.

La réforme Fouchet, la réforme administrative - que le Congrès tient à dénoncer comme une étape vers un état totalitaire - la réforme des Comités d'entreprise, la politique des revenus et l'abaissement du pouvoir d'achat des travailleurs qu'elle entraîne, les atteintes au droit de grève, sont autant d'expressions de la continuité et de la cohérence du Pouvoir dans cette politique. Toutes ces entreprises- là, le Pouvoir les a justifiées par sa volonté de subordonner toutes les structures économiques et administratives du pays aux besoins de sa planification «ardente obligation» pour tous selon lui. En toute occasion, il proclame sa ferme-résolution de ne pas en rester là.

Sans vouloir s'interdire et encore moins condamner toute politique de présence là où les intérêts des travailleurs peuvent être valablement défendus, le Congrès constate que la participation au Plan, où est dictée, sans discussion possible la politique du Pouvoir, entraîne le syndicalisme à couvrir une politique économique et sociale qu'il condamne.

En conséquence, le Congrès, résolu à combattre toute politique d'intégration du syndicalisme dans l'Etat, décide le retrait des représentants de la G.G.T.F.O. des organismes nationaux et régionaux de planification de l'Etat (Conseil Supérieur du Plan et Commissions du Plan, C.O.D.E.R. Comités d'expansion) et condamne les "procédures TOUTEE et les Commissions GREGOIRE en tant qu'instruments d'exécution du Plan.

Le Congrès proclame la nécessité des actions communes entre organisations syndicales, mais affirme que ces actions communes impliquent un large accord sur les objectifs à atteindre. Mais l'action commune ne saurait s'insérer dans le cadre des procédures créées pour mettre en condition la classe ouvrière. Elle doit, par ailleurs être décidée avec les travailleurs eux-mêmes.

Le Congrès est convaincu que le Pouvoir, afin de poursuivre une politique délibérément nationaliste, a décidé de sacrifier les travailleurs.

Le Congrès met en garde l'ensemble des salariés sur le fait que le Pouvoir ne cédera rien de fondamental devant des actions partielles ou limitées, acceptant comme inévitables des mouvements dispersés ou d'avertissement.

Le Congrès engage vivement les organisations confédérées de la C.G.T.-Force Ouvrière à la coordination et à l'unification de leur lutte. Il les met en garde contre toute à les fractionner, ce qui a pour effet de rompre la solidarité ouvrière, de démoraliser les travailleurs et de les écarter des organisations syndicales.

Il y avait des anarchistes dans ce congrès. Des contacts ont été pris, qui permettront, dans les mois qui viennent, d'améliorer la coordination de nos efforts, de renforcer notre tendance; plus que jamais nous avons la conviction que le travail que nous avons entrepris, est nécessaire et positif. Cela peut paraître long, quelquefois décourageant. Ce n'est pas spectaculaire. Nous n'avons pas toujours le mot Révolution à la bouche: mais nous essayons de la faire un peu plus chaque jour. Et nous sommes patients.

PREPARER L'AMBIANCE ...

On nous fait souvent le reproche de prêter aux organisations syndicales de noirs desseins qu'elles n'auraient pas. Même si nous pouvons convenir que, parfois, les dites organisations sont entraînées au-delà de leurs désirs initiaux à servir une politique qui est absolument contre l'intérêt des travailleurs, il est des fois où nous sommes bien obligés de constater les faits.

Toute l'agitation sociale de l'année qui va s'achever aux prochaines vacances, savamment dosée et orchestrée par la C.G.T. et la C.F.D.T., ne pouvait avoir pour but que de préparer la campagne électorale

présidentielle d'abord et à plus long terme les élections législatives.

Le spécialiste des questions sociales du journal bourgeois «*Le Monde*», P. Drouin, écrit à propos des «grèves» du secteur public:

«Les représentants des travailleurs espèrent-ils vraiment faire céder le pouvoir en poursuivant ce genre d'opérations? Ou s'agit-il seulement, au-delà de luttes d'influence entre syndicats, d'entretenir une fièvre maligne pour préparer l'ambiance des élections législatives?»

Ainsi d'autres que les «irresponsables» que nous sommes ont cette idée perverse.

Revues à la disposition des groupes:

- Contre-Courant, -Pouvoir Ouvrier, - Informations et correspondances Ouvrières,
- Lutte de Classes, - Démocratie et Pouvoir Libertaires, - Noir et Rouge,

et des revues en langue étrangère: Ruta, Direct Action; les demander à:

MORMICHE 71, Rue Champommier 79, NIORT.

IL FAUT LIRE :

- Dans «Le Monde Libertaire» d'avril, «Le Front Popu en marche»;
- Dans «Noir et Rouge» (31-32), «Auto-gestion Yougoslave» ?
- Dans «Pouvoir ouvrier» n°76, «Jusqu'ou l'impérialisme peut-il aller en Asie?».
- Dans «I.C.O.» (Informations et Correspondance ouvrières) n° 48, «La grève Rhône-Poulenc».

«Grâce aux jean-foutre, aux endormeurs, aux députés, à toute la vermine qui a de tout les temps rongé le populo, la Révolution (de 1789) a dévié. Tout est à recommencer, nom de Dieu».
(le Père Peinard, 7 juillet 1889).

Vous pouvez encore demander les numéros spéciaux de l'Anarcho-Syndicaliste.

- Réforme de l'Enseignement : 1 Fr.
- Problème Paysan: 1 Fr.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.
